



10 MAI 2024

Le 13/07/2023, la Direction Générale s'est fendue d'une note aux directions locales les incitant fortement à ne pas accorder la possibilité d'un «pont naturel» le 10 Mai 2024, en pointant notamment les services concernés par la campagne IR.

La direction générale est restée sourde aux diverses demandes des organisations syndicales nationales demandant entre autres de prolonger la campagne IR de quelques jours afin d'éviter de pénaliser les agents des SIP.

Le délégué du directeur général en Occitanie a quant à lui mis un «point d'honneur» à ce que toutes les directions des départements de la région, le doigt sur la couture du pantalon, se refusent à accorder le pont du 10 mai. **Tous les délégués et toutes les directions locales n'ont cependant pas été aussi «obéissantes» que les directions Occitanes..... Ainsi les départements de l'Ain, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal, la Côte d'Or, la Dordogne, le Doubs, la Drôme, la Gironde, l'Isère, le Jura, la Loire, la Haute Loire, le Pas de Calais, le Puy de Dôme, le Rhône, la Haute Saône, la Saône et Loire, la Savoie, la Haute Savoie, Paris, La Seine et Marne, les Yvelines, la Somme, la Vendée, le Territoire de Belfort, l'Yonne, l'Essonne, les Hauts de Seine, la Seine St Denis, le Val de Marne, le Val d'Oise ont voté en CSAL le pont dit naturel du 10 mai, témoignant ainsi du fait que les adaptations à la note DGFIP étaient tout à fait possibles.**

Une adaptation au demeurant d'autant plus raisonnable que ce 10 mai les établissements scolaires seront fermés sur tout le territoire.

Si pour la DGFIP le 10 mai est manifestement un problème, pour les agents c'est plutôt une respiration.

Qui plus est, les motifs invoqués par la direction générale et le délégué du directeur général en Occitanie sont d'une malhonnêteté évidente : ce serait au nom du principe de maintien du service public à l'utilisateur !

Les mêmes qui ont fermé des structures à tour de bras et n'ont eu de cesse de réduire les horaires d'ouverture au public sont ceux qui nous jouent à présent la petite chanson du service à l'utilisateur et de la grandeur du service public. On croit rêver.

Pour la CGT, les agents des Finances Publiques n'ont pas à être les boucs-émissaires d'une politique qui a fermé près de 60 % des structures en 4 ans et qui a supprimé 30 % des emplois en 20 ans.

En conséquence, la CGT FINANCES PUBLIQUES 12 a décidé de déposer un préavis de grève local (en plus du préavis national) pour cette journée du 10 mai dans l'hypothèse où les agents ne trouveraient pas d'autre solution.